

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Mussy-sur-Seine

SEANCE DU 13 OCTOBRE 2020

Date de la convocation : 08 octobre 2020

Date d'affichage : 15 juillet 2020

L'an deux mille vingt, le treize octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

Présents : CHASSAIN Martine, CORNAGGIA Mattéo, DESMIER Jean-Louis, DULIERE Charlotte, FASSENTIEUX Sylvie, HAUDIQUET Alexandre, JACQUEL Pascale, LOISEAU Marie-Luce, MANCHON Marc, PETIT de BANTEL Henri, WOTAWA Pierre

Représentés : PETOT Laurence par DESMIER Jean-Louis, ROYER Georges par LOISEAU Marie-Luce

Absents : GORCE Sophie, PASTORET Geoffroy

Secrétaire : Monsieur CORNAGGIA Mattéo

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

Le Maire propose d'ajouter deux points à l'ordre du jour :

- Délégation pour l'instruction des actes d'urbanisme au Département – Renouvellement de la convention,
- Opposition au transfert de la compétence en matière de PLU au profit de la Communauté de Commune.

Présentation du projet artistique de la Combe au Loup

Madame Francine GARNIER et Monsieur Alain ENGELAERE, mandatés par les communes de Mussy sur Seine et d'Essoyes, présentent le projet artistique de la Combe au Loup (le power point de présentation sera disponible sur le site de la commune dans les prochains jours).

Le Comité Scientifique du Grand Est se réunira prochainement pour examiner et statuer sur la demande de classement du site au niveau national ou régional.

51_20 - Commissions Communales : ajout de membres

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
-------------------------	---------------------------------------	------	--------	------------	--------------------

11	13	13	0	0	0
----	----	----	---	---	---

Suite à la demande de plusieurs personnes désirant s'impliquer dans les commissions communales, le Maire propose de les y ajouter.

Commission des travaux, de l'entretien des bâtiments, du PLU, de la voirie, du cimetière et de la conservation du patrimoine

Membre élus :

Madame Laurence PETOT

Monsieur Georges ROYER

Comité consultatif :

Madame Enora GAULT, Conservatrice du Musée de la Résistance de l'Aube

Accord à l'unanimité.

Commission de l'animation du village, de la vie associative et culturelle, du tourisme, des jumelages, des sports et des loisirs

Comité consultatif :

Monsieur Jean-Henri ROGER

Accord à l'unanimité.

Commission des Impôts : retrait de membres

Le Maire informe le Conseil Municipal que l'une des personnes désignées pour la Commission Communale des Impôts souhaite se retirer en raison de son état de santé.

Sa lettre de démission sera transmise à l'administration des Finances Publiques.

52_20 - Devenir du pavillon rue Jean Mermoz

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	13	13	0	0	0

Monsieur le Maire rappelle la délibération 10-19 du 18 février 2019 concernant l'achat du pavillon appartenant à l'OPH Troyes Habitat, situé 5 rue Jean Mermoz à

Mussy sur Seine et situé sur la parcelle cadastrée section AH n° 312 et la délibération 35-19 du 27 mai 2019 en déterminant le loyer.

Le médecin qui devait résider dans le pavillon ne s'y étant finalement pas installé, le Maire explique que la collectivité a deux possibilités : mettre le pavillon en vente ou le proposer à la location, selon les opportunités qui se présenteront. Le prix de vente ou du loyer sera étudié selon le cas.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** de proposer le pavillon situé 5 rue Jean Mermoz à Mussy sur Seine sur la parcelle cadastrée section AH n° 312, à la vente ou à la location,

- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Accord à l'unanimité.

53_20 - Délégation pour l'instruction des actes d'urbanisme au Département - Renouvellement de la Convention

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	13	13	0	0	0

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi Alur » instaure la pleine responsabilité des collectivités locales sur l'instruction des autorisations d'urbanisme et notre commune ne bénéficie plus de l'assistance gratuite des services de l'Etat, en charge de cette mission depuis la loi de décentralisation du 7 janvier 1983.

La Commune de Mussy sur Seine délègue depuis le 1^{er} juillet 2015 l'instruction de ses actes d'urbanisme au Département de l'Aube.

La convention liant les deux collectivités arrivant à son terme au 31 décembre 2020, il conviendrait que la Conseil municipal délibère afin de la renouveler et ainsi poursuivre sa collaboration avec le Département de l'Aube.

Cette délégation de l'instruction des actes d'urbanisme se ferait par la signature d'une nouvelle convention avec le Département, pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026, comportant les mêmes modalités financières et de fonctionnement que la précédente convention, ainsi qu'un arrêté de délégation de signature à Madame Isabelle DARNEL, Directeur Général Adjoint du Département de l'Aube, pour les différents courriers nécessaires lors de la phase d'instruction, telles que les demandes de pièces complémentaires ou majorations de délais ou encore les demandes de consultation des différents services extérieurs.

Après délibération, le Conseil municipal :

1. **approuve** le principe de renouveler la délégation au Département de l'Aube, l'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2026,
2. **approuve** les dispositions de la convention proposée par le Département, et plus particulièrement :

les conditions financières à savoir :

2 € par habitant (référence : population DGF de l'année N-1) et par an, payable en début d'année ou d'exercice,

3. auquel s'ajoute 100 € par équivalent permis de construire*, payable au terme de la première période ou d'une année d'exercice,

- la répartition des missions entre le maire et le Département dans l'instruction des autorisations d'urbanisme,

la délégation donnée au Département, pour demander au pétitionnaire la liste des pièces manquantes, l'informer de la majoration éventuelle des délais et consulter les différentes instances extérieures (SDIS, services de l'Etat...) conformément au code de l'urbanisme.

4. **autorise** M. le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant.

* L'équivalent permis de construire (EPC) est un ratio créé par l'Etat qui pondère les actes d'urbanisme selon la difficulté particulière et la durée moyenne de l'instruction de chaque type d'acte, afin de déterminer, de manière objective, la charge de travail correspondante.

54_20 - Opposition au transfert de la compétence en matière de PLU au profit de la Communauté de Communes
--

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
11	13	13	0	0	0

Le Maire rappelle la délibération 10-17 du 20 février 2017 portant opposition au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Commune.

En application de l'article 136 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et urbanisme rénové (loi ALUR), au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population se sont opposées en 2017 au transfert automatique de la

compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale à la Communauté de Communes.

Le même article prévoit qu'elle devient compétente en la matière, de plein droit, le premier jour de l'année suivant l'élection du Président de la Communauté de communes consécutive au renouvellement général des Conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions précitées.

Il est à préciser que l'opposition à ce transfert automatique ne fait pas pour autant obstacle à un transfert volontaire ultérieur.

Suite aux élections municipales et communautaires de cette année, le transfert automatique de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale à la Communauté de communes devrait intervenir au 1^{er} janvier 2021.

Il est proposé au Conseil municipal de délibérer afin de s'opposer à ce transfert dans les conditions prévues à l'article 136 de la loi ALUR citée ci-avant.

Après délibération, le Conseil municipal :

S'OPPOSE au transfert automatique de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale à la Communauté de communes,

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à transmettre la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de communes et à Monsieur le Préfet de l'Aube.

Accord à l'unanimité

55_20 - Tarifs Accueil de Loisirs Sans Hébergement

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	13	13	0	0	0

Concernant la tarification de l'accueil de loisirs sans hébergement, du périscolaire et de la cantine, Monsieur le Maire Adjoint propose de conserver les tarifs actuels pour l'année scolaire 2020/2021.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** d'appliquer la tarification suivante, pour l'année scolaire 2020/2021 :

Cantine seule : tarif unique **4,00 €**

Grille de tarification des prestations en fonction du quotient familial pour :

	QF	Participation famille
	0-300	1,15 €
Accueil en périscolaire	301-500	1,35 €
(L-M-J-V)	501-700	1,65 €
7h-9h	701-900	1,95 €
16h30-18h30	901-1100	2,40 €
	>1100	2,90 €

Mercredi période scolaire	0-300	2,15 €
ALSH hors période scolaire	301-500	2,55 €
sans repas	501-700	3,15 €
7h-12h 13h30-18h30	701-900	3,75 €
(accueil jusqu'à 9h)	901-1100	4,60 €
(sortie à partir de 17h)	>1100	5,60 €
Enfant non scolarisé à Mussy		8,00 €

Mercredi période scolaire	0-300	3,15 €
ALSH hors période scolaire	301-500	3,75 €
avec repas	501-700	4,55 €
7h-18h30	701-900	5,45 €
(accueil jusqu'à 9h)	901-1100	6,60 €
(sortie à partir de 17h)	>1100	7,90 €
Enfant non scolarisé à Mussy		10,50 €

Accord à l'unanimité

56_20 - Tarif affouages 2020/2021

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	13	13	0	0	0

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** de maintenir le prix de l'affouage pour la saison 2020/2021 à **25 €**.
- **DECIDE** que ce tarif sera reconductible d'année en année en l'absence de délibération contraire.

Accord à l'unanimité

57_20 - Lot 6 (plâtrerie) Musée de la Résistance de l'Aube

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
11	13	13	0	0	0

Le Maire rappelle la délibération n° 44/17 du 19 septembre 2017 portant sur le choix de l'architecte, le cabine E&F ARCHITECT (Elleni et Figiel) et la délibération n° 02/17 du 20 février 2017 portant sur le plan de financement des travaux de réhabilitation et d'extension du Musée de la Résistance de Mussy sur Seine, allouant des crédits à hauteur de 1 846 322.00 € HT pour cette opération, dont 1 435 000 € HT pour les travaux.

Suite au désistement de l'entreprise ROSSONI titulaire du lot 6 (plâtrerie), un nouvel appel public à la concurrence a été lancé le 6 août 2020. Aucune offre n'a été déposée.

Le Maire propose de procéder à une négociation sans publicité, ni mise en concurrence pour ce lot:

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **DECIDE** de rechercher une entreprise pour le lot 6 plâtrerie,
- **CHARGE** le Maire de faire procéder par le maître d'œuvre à la recherche d'une entreprise et à négocier sans publicité ni mise en concurrence,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants,

Accord à l'unanimité

Questions diverses

Le Maire informe le Conseil d'un courrier de remerciement de la famille FERRIOT suite au décès de Madame Renée FERRIOT.

Le Maire donne lecture d'un mail du Food Truck Monsieur Tartine, désireux de s'installer sur la commune. Ce type de commerce itinérant n'existant plus sur la commune, contact sera pris pour finaliser la demande.

Le Maire informe le Conseil de la possibilité de modifier le taux de la Taxe d'Aménagement, fixé à 1%. En l'absence de changement, la délibération prise en 2014 continue de s'appliquer.

Suite à un provisionnement insuffisant du compte destiné au paiement des intérêts des emprunts, le compte des dépenses imprévues a été utilisé. Pour rappel ce compte permet de modifier le budget existant sans être obligé de réunir le Conseil Municipal.

Dans le cadre des travaux du Musée de la Résistance de l'Aube, des surcoûts ont rendu nécessaire la demande d'une subvention supplémentaire à la Région. La somme de 81 034 euros a été demandé, en attente de réponse. La décision sera prise à l'Assemblée Régionale de novembre.

Réouverture du canal : le Maire informe le Conseil que le dossier sera de nouveau examiné au cours d'une réunion qui aura lieu prochainement réunissant tous les intervenants. Ce projet est désormais de la compétence du SDDEA.

Petites Cités de Caractère : Messieurs WOTAWA Pierre et CORNAGGIA Matteo se sont rendu à Aÿ en Champagne (pour l'attribution du label « Petites Cités de Caractère », label refusé) et Joinville (en vue de la confirmation du label, qui a été accepté). Le Maire rappelle que Mussy sur Seine sera dans ce cas en novembre 2021. Il insiste sur l'importance de poursuivre les efforts dans ce sens, tant au niveau de la commune que des habitants.

Monsieur Jean-Louis DESMIER fait un point sur la plateforme de gestion des 22 points d'eau incendie de la commune. Jusqu'en 2019, c'était le SDIS qui gérât à l'aide d'un logiciel spécialisé, mais ce domaine est passé à la compétence de la commune. Le Syndicat des Eaux propose de reprendre cette gestion et de renseigner le logiciel du SDIS, puis de fournir à la commune la liste des interventions à effectuer. Le tarif appliqué serait de 38 euros par vérification et de 14 euros pour la gestion du logiciel.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20h25.

Fait à MUSSY SUR SEINE, les jours, mois et an susdits

Le maire,